

## Perspectives économiques 2007-2012

Le scénario retenu table sur une croissance de l'économie belge de 2,3% en 2007 et de 2,1% en moyenne sur la période 2007-2012. Cette croissance devrait être non-inflationniste, avec 1,9% de hausse annuelle moyenne des prix de la consommation privée. Bien que des progrès importants seraient enregistrés à moyen terme dans les domaines de l'emploi, des finances publiques et des émissions de gaz à effet de serre, les objectifs ambitieux vers lesquels la Belgique devrait tendre ne pourraient être atteints sans que de nouvelles mesures ne soient prises.

Les autres lignes de force qui se dégagent de cette étude sont les suivantes:

- L'emploi intérieur progresserait de 38.000 emplois par an en moyenne. Le taux d'emploi (en pour cent de la population 15-64 ans) passerait ainsi de 62,2% en 2006 à 64,8% en 2012, restant ainsi très en deçà de l'objectif fixé pour l'ensemble de l'Union européenne à 70%. La part des travailleurs âgés dans l'emploi serait en forte augmentation.
- La tertiarisation de l'économie se poursuivrait, s'exprimant par de fortes créations d'emploi dans les services marchands. L'industrie manufacturière dans son ensemble continuerait à enregistrer des pertes d'emplois.
- En dépit du vieillissement démographique, l'offre de travail continuerait à augmenter sur la période de projection - essentiellement sous l'effet des taux d'activité des femmes, mais aussi des hommes entre 50 et 64 ans - renforcée par les mesures du Pacte de solidarité entre les générations destinées à freiner les départs à la prépension et à la pension et par la dernière phase de la réforme des pensions, qui porte l'âge légal de la retraite des femmes à 65 ans en 2009. Compte tenu de cet accroissement, la progression soutenue de l'emploi se traduit par une baisse du nombre de chômeurs de 13 300 unités en moyenne par an.
- La hausse du coût salarial nominal resterait très modérée en 2007 et 2008, soit 5 % sur l'ensemble des deux années, conformément à la norme indicative du dernier accord interprofessionnel. La croissance des salaires s'accélérait ensuite, en ligne avec la hausse plus rapide des salaires chez nos trois principaux partenaires commerciaux. Sur l'ensemble de la période de projection, le coût salarial nominal horaire devrait en moyenne progresser de 3,1% par an et le salaire horaire brut avant indexation de 1,2%. Cette croissance limitée des salaires est compatible avec la hausse projetée de l'emploi à condition d'enregistrer une baisse suffisante du chômage structurel. Plusieurs facteurs y contribuent : l'encadrement macroéconomique des négociations salariales, les réformes dans le domaine du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, ainsi que les mesures visant à décourager les sorties anticipées du marché du travail. De plus, les perspectives actuelles de croissance de la population d'âge actif peuvent être qualifiées de minimalistes et l'offre de travail pourrait donc croître plus que prévu. Par contre, le vieillissement de l'offre de travail et sa croissance plus lente en Flandre exerceraient une pression en sens opposé.
- La baisse de l'intensité énergétique du PIB devrait permettre une stabilisation des émissions globales de gaz à effet de serre au cours de la période 2007-2012. L'objectif correspondant aux engagements prévus par le Protocole de Kyoto pour la période 2008-2012 serait néanmoins dépassé de 4,3%; il pourrait être atteint grâce à la mise en oeuvre de l'ensemble des mesures décidées et par le recours aux mécanismes de flexibilité prévus par les accords internationaux.
- Le budget de l'Etat enregistrerait un léger surplus en 2007. En 2008, un déficit de 0,5% du PIB réapparaîtrait en l'absence de nouvelles mesures. A politique inchangée, la situation budgétaire s'améliorerait ensuite lentement: l'équilibre serait à nouveau rétabli en 2011 et un surplus de 0,1% du PIB noté en 2012. La reconstitution d'un surplus en fin de période est attribuable à la baisse progressive des charges d'intérêt (-0,9% du PIB entre 2006 et 2012), qui compense notamment la croissance de certaines autres dépenses.

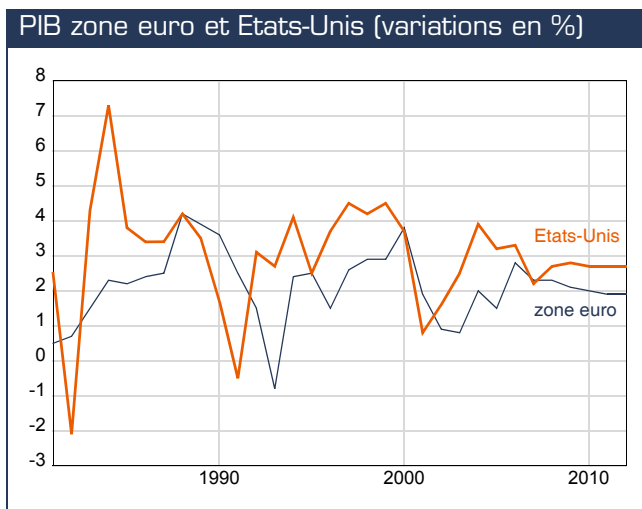
- Dans la perspective du financement du coût budgétaire du vieillissement, les objectifs du Programme de Stabilité visent à atteindre un surplus budgétaire de 0,3% du PIB en 2007, surplus qui devrait s'accroître de 0,2% chaque année par la suite. Dans l'état actuel des décisions prises, ces objectifs ne seraient pas atteints. L'écart serait chaque année de l'ordre de 1% du PIB. Le processus de désendettement de l'Etat se poursuivrait néanmoins, vu l'ampleur limitée des déficits qui apparaissent sur la période 2008-2010 : la dette publique en pourcentage du PIB tomberait de 87,5% en 2006 à 69,5% en 2012.

\* \* \*

### Croissance économique dans la zone euro nettement au-dessus du potentiel en 2006...

Les perspectives économiques 2007-2012 s'inscrivent dans le prolongement d'une année écoulée marquée par un retour d'une croissance forte et équilibrée au sein de la zone euro. Alors que le PIB de la zone ne progressait que de 1,4 % en moyenne annuelle sur la période 2001-2005, il a enregistré une hausse de 2,8 % en 2006 soutenue tant par la demande intérieure que par les exportations. Ce dynamisme européen s'inscrit dans un contexte économique international très porteur tiré notamment par les économies nord-américaines, chinoise et indienne et ce en dépit du maintien à un haut niveau des prix du pétrole.

### ...qui resterait relativement soutenue en 2007...



L'activité mondiale devrait rester relativement soutenue en 2007. Certes, la croissance serait en repli aux Etats-Unis, mais la progression des économies asiatiques resterait élevée. La zone asiatique s'affirmerait ainsi de plus en plus comme la principale zone de dynamisme de l'économie mondiale. En outre, des prix du pétrole en léger recul pèseraient moins sur l'économie mondiale. La croissance européenne devrait éga-

lement rester soutenue en 2007, bien qu'en retrait par rapport à 2006. Par ailleurs, la BCE continuerait en 2007 le processus de relèvement de son taux directeur amorcé en 2005. L'euribor atteindrait ainsi les 4,0 % en moyenne sur l'année. La croissance du PIB de la zone euro devrait dès lors se situer aux environs de 2,3 % en 2007.

### ...mais fléchirait progressivement à moyen terme...

A moyen terme, le scénario postule, en l'absence de chocs conjoncturels, un retour graduel de l'activité économique des différents pays à leur niveau potentiel. Ainsi pour la zone euro, la croissance se tasserait et ne dépasserait plus un rythme moyen d'environ 2,0 % (soit un rythme légèrement supérieur à la croissance potentielle de la zone), alors que la croissance américaine atteindrait encore 2,7 % en moyenne. Les matières premières ainsi que les produits manufacturés verraient leurs prix augmenter à un rythme modéré, tout comme le baril de pétrole qui passerait de 61,9 dollars en 2008 à 65,2 dollars en fin de période. Le taux d'intérêt à court terme de la zone euro se stabiliserait à 3,8 % à moyen terme alors que les taux longs européens continueraient à se relever pour atteindre 4,5 % en 2012. Dans ces conditions, l'inflation de la zone euro devrait baisser graduellement pour se stabiliser à 1,7 % en fin de période. Le taux de change euro-dollar resterait stable à partir de 2008.

### ...à l'instar des marchés d'exportation de la Belgique...

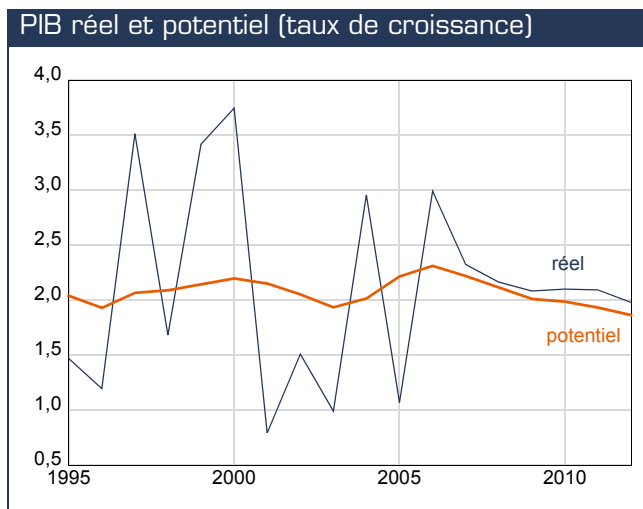
A l'image de la croissance européenne, les marchés potentiels à l'exportation de la Belgique, qui s'étaient accrus de manière particulièrement dynamique en 2006 (8,7 %), ralentiraient progressivement, pour atteindre un rythme de croissance de 6,6 % en fin de projection. Sur l'ensemble de la période 2007-2012, la croissance des marchés potentiels se rapprocherait de

7 % (soit un niveau supérieur à celui de la période 2001-2006).

**...dans un contexte international difficile à évaluer**

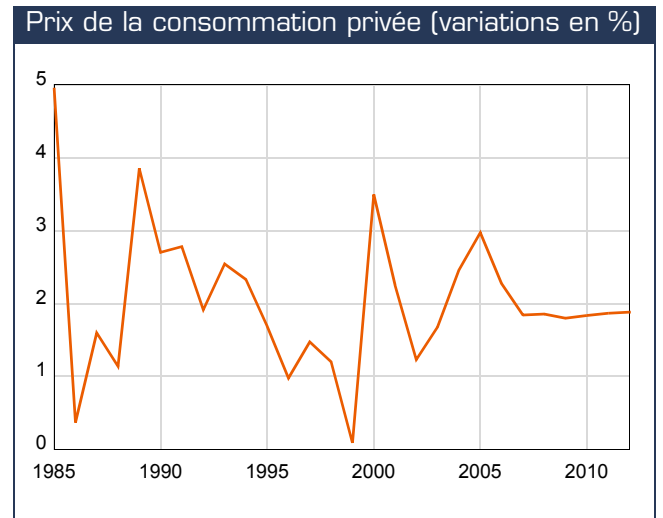
Les incertitudes géopolitiques qui prédominaient en 2005 et 2006 ne se sont pas réduites et le contexte international reste difficile à évaluer sur la période de projection. Primo, les déséquilibres macro-économiques globaux persistants, résultant de l'important déficit commercial américain financé par de larges surplus au Japon, en Chine et dans d'autres pays émergents, peuvent faire craindre des ajustements brutaux sur les marchés des changes et des actifs. Secundo, même si les prix pétroliers se sont fortement détendus dernièrement et sont supposés se stabiliser en termes réels durant la période de projection, de nouvelles tensions géopolitiques pourraient à nouveau entraîner de fortes fluctuations de leur cours. Enfin, au niveau européen, il subsiste une incertitude quant à l'ampleur de l'impact de la hausse substantielle du taux de la TVA en Allemagne sur la demande intérieure. Le dynamisme de l'économie allemande devrait être l'un des éléments déterminants de la croissance européenne en 2007, voire au-delà.

**Croissance de l'économie belge élevée en 2006...**



En 2006, dans le sillage de l'économie européenne et mondiale, l'économie belge a enregistré une croissance élevée (3,0 %) permettant de résorber une partie de l'output gap, largement négatif en 2005. La consommation des particuliers a été particulièrement dynamique, dopée par une hausse importante de leur revenu disponible réel (2,5 %). Les créations d'emploi (salariés et indépendants) et l'aboutissement de la réforme

fiscale ont largement contribué à cette évolution. La croissance des investissements des entreprises a été également soutenue. Les exportations belges ont progressé plus rapidement qu'en 2005 (3,7 % contre 2,8 %) mais les pertes de parts de marché se sont encore accentuées.



**...perdant graduellement de sa vigueur à l'horizon 2012...**

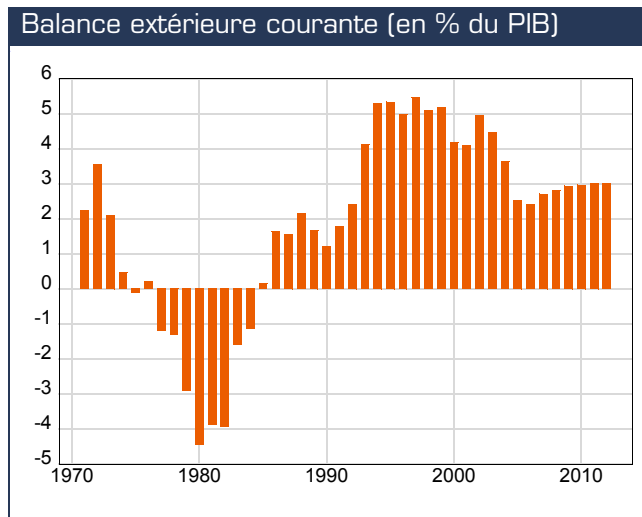
La croissance réelle du PIB belge devrait être un peu moins dynamique en 2007 (2,3 %); elle devrait toutefois dépasser légèrement son potentiel et être proche de celle de la zone euro. En 2008, l'économie belge devrait croître quasiment au même rythme qu'en 2007 sous l'impulsion de la progression plus rapide de la consommation et des investissements publics qui devrait compenser la croissance un peu moins soutenue de la consommation privée et des investissements des entreprises. Dans un contexte de légère remontée du taux d'épargne des particuliers, la croissance réelle du PIB belge serait un peu moins vigoureuse à partir de 2009 (2,1 % en moyenne annuelle). Elle resterait néanmoins supérieure à son potentiel de croissance (1,9 % en moyenne) freiné par le ralentissement de la hausse de la population active. Toutefois, en s'établissant à 2,1 %, la croissance économique annuelle moyenne de la période 2007-2012 resterait en retrait par rapport à celle enregistrée au cours de la période 1996-2000 (2,7 %).

**Confirmation des pertes de parts de marché à l'exportation...**

Les exportations atteindraient un rythme de croissance annuelle moyenne de 5,7 % pour une progression de 6,9 % de ses marchés potentiels, ce qui confirmerait la

persistance de pertes de parts de marché non négligeables dans le futur. Parallèlement, sous l'impulsion d'une demande finale relativement soutenue, les importations devraient augmenter à un rythme identique. Malgré cette hausse des importations, les exportations nettes devraient contribuer positivement à la croissance (+0,2 point de pourcentage en moyenne sur la période).

### ...mais redressement de la balance extérieure courante.



La stabilisation des termes de l'échange à partir de 2008 (après une nette amélioration cette année) devrait permettre, en combinaison avec l'augmentation du volume des exportations nettes, de conforter la remontée du surplus de la balance des opérations courantes avec le reste du monde. Le solde extérieur courant devrait s'élever à 3,1 % du PIB en 2012, alors que celui-ci était redescendu à 2,4 % du PIB en 2006 (après avoir atteint 5 % du PIB en 2002).

### Poursuite de la tertiarisation de l'économie

Compte tenu de cet environnement international qui reste porteur, la croissance de la valeur ajoutée dans les industries manufacturières devrait être nettement plus rapide sur la période 2007-2012 que durant la période 2001-2006 (soit 1,7 % en moyenne contre seulement 0,5 %). La croissance de la valeur ajoutée de l'ensemble des services marchands devrait également rester soutenue (2,5 %) et par conséquent leur poids dans le total de la valeur ajoutée en volume devrait continuer à s'accroître (60,9 % en 2012 contre 59,6 % en 2005).

### La baisse tendancielle des gains de productivité enfin enrayerée...

Les gains de productivité horaire des entreprises atteindraient 1,4 % sur la période 2007-2012, soit un rythme très proche de celui observé sur la période 1995-2006. Ces évolutions semblent confirmer l'arrêt de la diminution tendancielle de la croissance de la productivité macroéconomique du travail constatée depuis le milieu des années septante. Il s'explique essentiellement par un redressement de la croissance de la productivité des services marchands. En effet, si celle-ci a reculé de 0,1 % en moyenne par an sur la période 1995-2000, elle a progressé de 0,8 % sur la période la plus récente et cette hausse se confirmerait sur la période de projection (0,9 %).

### ...et une hausse des salaires plus forte en fin de période...

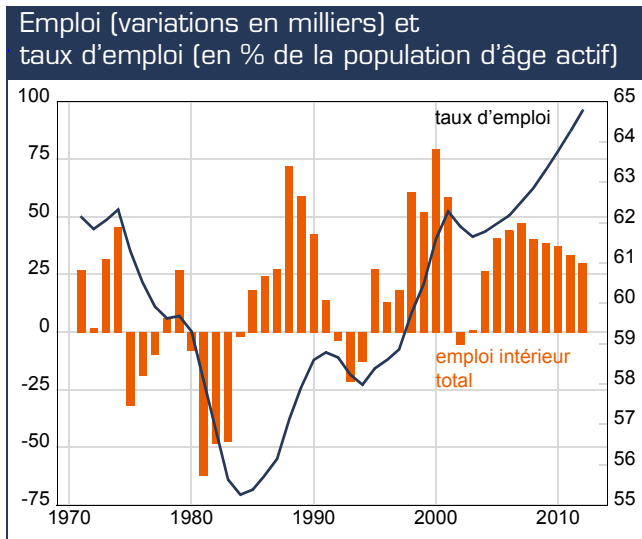
Pour les années 2007 et 2008, le rythme de hausse du coût salarial nominal horaire (secteur des entreprises) resterait très modéré avec une progression cumulée de 5,0 %, conformément à la norme indicative du dernier accord interprofessionnel. La croissance des salaires s'accélérait ensuite, en ligne avec la hausse plus rapide des salaires chez nos trois principaux partenaires. En moyenne sur la période 2007-2012, le coût salarial nominal horaire devrait progresser de 3,1 % par an, contre seulement 2,8 % sur la période 2001-2006. Une décomposition de cette croissance montre que c'est la hausse plus rapide du salaire horaire brut avant indexation qui est à l'origine de cette plus forte augmentation (soit 1,2 % par an sur la période de projection contre un peu plus de la moitié sur la période 2001-2006) alors que la contribution de l'indexation serait quasi identique sur les deux périodes. Ces évolutions reposent sur un concept de coût salarial ne tenant pas compte des subventions salariales. Celles-ci deviennent de plus en plus importantes et se généralisent dans le secteur des entreprises. Leur impact sur le coût salarial global du secteur des entreprises ne fut pas négligeable au cours des six dernières années, et leur contribution à la modération des coûts salariaux reste positive jusqu'en 2008.

### ...ne mettant pas en péril la stabilité des prix

Cette augmentation modérée des coûts intérieurs combinée à la faible progression des prix à l'importation, permettrait à l'inflation, mesurée par le déflateur de la consommation privée, de repasser sous la barre des 2 % dès 2007. En moyenne annuelle sur la période

2007-2012, l'inflation ne devrait plus s'élever qu'à 1,9 % contre 2,1 % au cours des six années précédentes.

### Créations d'emploi importantes



La croissance économique relativement soutenue et les évolutions salariales modérées devraient être favorables aux créations d'emploi pendant la période sous revue. Ainsi l'emploi dans le secteur des entreprises augmenterait en moyenne annuelle de 1,0 % et l'emploi intérieur de 0,9 % sur la période 2007-2012, ce qui correspond à une création nette de 226 000 emplois sur six ans. Compte tenu d'un accroissement simultané de la population d'âge actif de 73 000 unités, la hausse du taux d'emploi (en pour cent de la pop. 15-64 ans) serait de l'ordre de 2,6 points de pourcentage (de 62,2 % en 2006 à 64,8 % en 2012). L'objectif d'un taux d'emploi de 70 % visé au niveau de l'UE ne serait donc pas atteint en Belgique en 2012. L'industrie manufacturière perdrait encore 41 000 emplois sur la période de projection, alors que la création d'emploi dans les services marchands atteindrait 256 000 unités. Les créations d'emploi perdraient cependant en intensité au cours de la période de projection sous l'influence du ralentissement de l'activité économique et du redressement graduel des gains de la productivité.

### La forte progression de la population d'âge actif devrait s'essouffler rapidement...

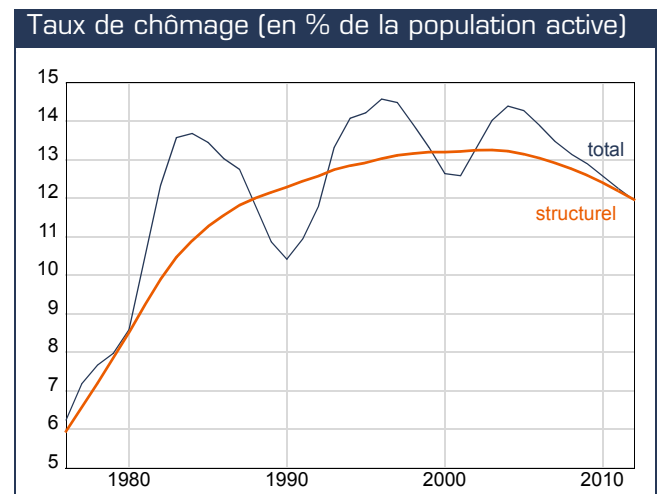
Au cours des six années écoulées, la population d'âge actif (15-64 ans) a progressé de 204 000 unités (soit 0,5 % en moyenne annuelle) sous l'effet combiné de l'arrivée à l'âge de la pension de la génération peu nombreuse née pendant la guerre, de l'opération de régularisation des "sans papiers" et d'une augmentation du solde migratoire. Toutefois, ce dynamisme démographique devrait s'essouffler rapidement sous l'effet de l'arrivée à l'âge de la pension de la génération, plus nombreuse cette fois, née après-guerre et d'un affaiblissement du solde migratoire. Dans ce scénario démographique, la population d'âge actif devrait encore croître de 0,5 % en 2007 mais cette croissance devrait décélérer rapidement ensuite et même devenir négative dès 2012. L'hypothèse relative au solde migratoire s'accompagne d'un risque à la hausse et fait l'objet d'une discussion dans les présentes Perspectives économiques.

graphique devrait s'essouffler rapidement sous l'effet de l'arrivée à l'âge de la pension de la génération, plus nombreuse cette fois, née après-guerre et d'un affaiblissement du solde migratoire. Dans ce scénario démographique, la population d'âge actif devrait encore croître de 0,5 % en 2007 mais cette croissance devrait décélérer rapidement ensuite et même devenir négative dès 2012. L'hypothèse relative au solde migratoire s'accompagne d'un risque à la hausse et fait l'objet d'une discussion dans les présentes Perspectives économiques.

### ...mais la population active continuerait malgré tout de croître...

La population active continuerait à augmenter sur la période de projection mais de manière moindre qu'au cours des dernières années (soit une progression de 147 000 unités<sup>1</sup> contre 262 000 entre 2000 et 2006). Cette progression s'explique par la poursuite de l'accroissement tendanciel des taux d'activité - essentiellement de la population féminine mais aussi des hommes entre 50 et 64 ans - renforcée par les mesures du Pacte de solidarité entre les générations destinées à freiner les départs à la prépension et à la pension. Le taux d'activité global<sup>1</sup> (en pour cent de la pop. 15-64 ans) s'élèverait dès lors à 73,6 % en 2012 contre 72,2 % en 2006.

### ...et le chômage poursuivrait sa décrue



Compte tenu de l'accroissement modéré de la population active, la progression soutenue de l'emploi devrait se traduire par une baisse sensible du nombre de chômeurs (soit 13 300 unités en moyenne par an). Le taux de chômage<sup>1</sup> passerait dès lors de 13,9 % en 2006 à 12,0 % en 2012. Le scénario retenu pour le marché du

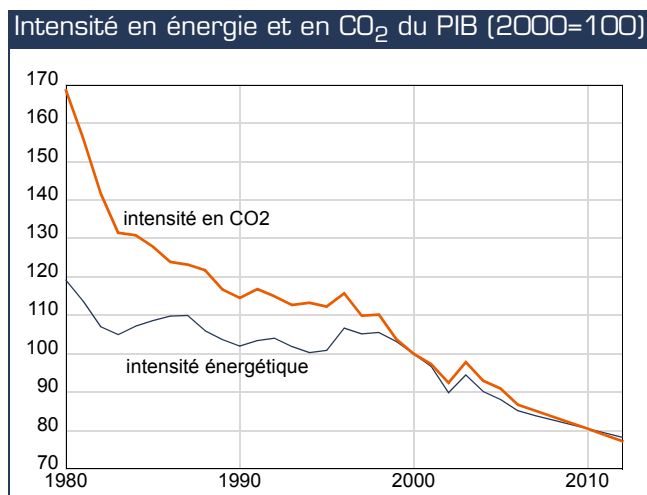
1. Concept administratif, y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi.

travail suppose que les réformes déjà engagées dans le domaine du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et les mesures visant à décourager les sorties anticipées du marché du travail permettent un recul tangible du taux de chômage structurel, alors même que le vieillissement et des évolutions régionales différenciées de l'offre de travail exerceraient une pression en sens opposé. Dans un tel contexte, le risque de voir apparaître des tensions salariales est difficile à évaluer. Ceci est d'autant plus vrai que la croissance de la population active retenue dans les perspectives est conditionnée par une projection démographique qui, à l'aune des observations récentes, peut être qualifiée de minimaliste.

### Recul de l'intensité énergétique du PIB...

La tendance historique à la baisse de l'intensité en énergie du PIB serait confirmée en projection en raison notamment de la pénétration accrue de technologies économes en énergie (encouragée par la persistance de prix énergétiques élevés) et de modifications structurelles de l'économie (tertiarisation et restructuration des secteurs intensifs en énergie).

### ...insuffisant toutefois pour atteindre les objectifs en matière d'émission de CO<sub>2</sub>



Cette augmentation modérée de la consommation d'énergie combinée à d'importants glissements dans sa structure par produit devraient permettre une stabilisation des émissions totales de gaz à effet de serre au cours de la période 2007-2012. Elles seraient même en baisse en 2012 par rapport au niveau de 1990 (-3,6 %). Cette baisse ne serait toutefois pas suffisante pour satisfaire aux engagements prévus par le Protocole de Kyoto pour la période 2008-2012: le dépassement serait de 5,9 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (ou 4,3 %) par rapport à l'objectif. La mise en oeuvre

de l'ensemble des mesures envisagées devrait permettre de réduire ce dépassement. Par ailleurs, les autorités fédérales et régionales pourraient encore recourir aux mécanismes de flexibilité prévus par les accords internationaux afin d'atteindre les objectifs fixés.

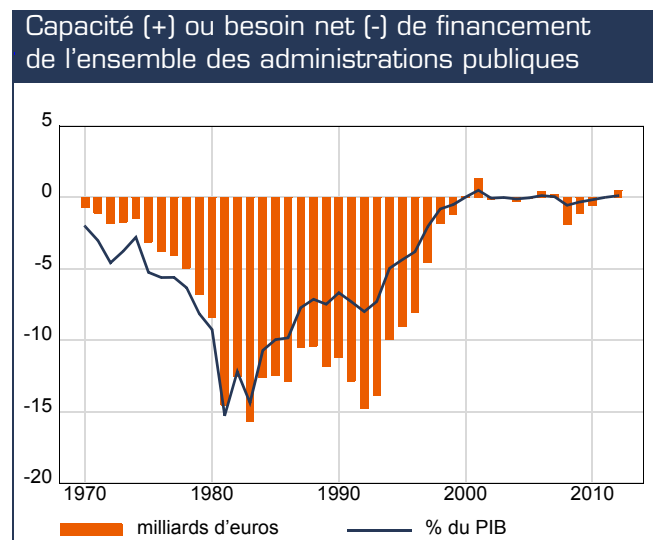
### Le solde budgétaire nominal connaîtrait une trajectoire en U

Le budget de l'Etat a enregistré un surplus nominal de 0,1 % du PIB en 2006. Compte tenu des décisions budgétaires connues au 15 avril, le solde de 2007 présenterait un surplus équivalent. En 2008, en l'absence de nouvelles mesures ponctuelles (particulièrement importantes ces dernières années), un déficit de 0,5 % du PIB réapparaîtrait. La situation budgétaire s'améliorerait ensuite lentement: l'équilibre serait à nouveau rétabli en 2011 et un surplus de 0,1 % du PIB noté en 2012.

### Dégradation du solde structurel en 2006...

En terme structurel, c'est-à-dire hors mesures "one shot" et hors effets du cycle, le solde s'est dégradé de 0,4 % du PIB en 2006, passant d'un léger surplus en 2005 à un déficit de 0,2 % du PIB en 2006. Ce recul résulte d'une baisse importante du surplus primaire structurel (-0,7 % du PIB), partiellement compensée par la diminution des charges d'intérêt (-0,3 % du PIB). La dégradation du surplus primaire structurel est pour l'essentiel imputable aux recettes avec notamment l'arrivée à maturité de la réforme de l'impôt des personnes physiques.

### ...et redressement progressif ensuite...



En 2007, la baisse des charges d'intérêt compenserait partiellement le léger recul du surplus primaire structurel et la diminution des mesures ponctuelles de sorte

qu'au total, le solde budgétaire nominal devrait rester en léger surplus. A politique inchangée, le surplus primaire structurel poursuivrait sa lente érosion à moyen terme. Entre 2006 et 2012, il perdrait 0,6 % du PIB, suite essentiellement à la progression des dépenses de pensions et de soins de santé. Cependant, le recul des charges d'intérêt sur la même période serait nettement plus important (-0,9 % du PIB), ce qui explique l'amélioration du solde de financement.

### **...masquant une dynamique divergente par entité...**

Cette évolution du solde budgétaire de l'ensemble des administrations publiques masque, au niveau des entités, des dynamiques opposées. Alors que le pouvoir fédéral verrait son déficit disparaître à l'horizon 2010 grâce à la baisse continue des charges d'intérêt et au redressement du solde primaire dès 2009, la sécurité sociale, les communautés et régions et les pouvoirs locaux verraient leur capacité de financement se détériorer. Chacun de ces sous-secteurs enregistrerait même un léger déficit en fin de période sous l'effet conjoint d'une dégradation de leurs recettes (à l'exception de la sécurité sociale) et d'une augmentation des dépenses en pour cent du PIB.

### **...toutefois insuffisant pour atteindre les objectifs du gouvernement...**

Compte tenu du scénario macroéconomique décrit

ci-dessus et dans l'état actuel des décisions prises, les objectifs du Programme de stabilité (surplus nominal de 0,3 % du PIB en 2007, accru ensuite de 0,2 % par an) ne pourraient donc être atteints. La réalisation de ces objectifs - qui s'inscrivent dans la perspective du financement du coût budgétaire du vieillissement lors de la prochaine décennie - nécessiterait une politique budgétaire plus restrictive.

### **...mais permettant la poursuite de la baisse de l'endettement public**

Les déficits qui apparaissent sur la période 2008-2010 ne sont pas de nature à remettre en cause le processus de désendettement de l'Etat. La dette publique en pourcentage du PIB continuerait à décroître, pour atteindre 69,5 % du PIB en 2012 contre encore 87,5 % en 2006.

*Les "Perspectives économiques 2007-2012" ont été élaborées en tenant compte des informations disponibles le 15 avril 2007.*

La publication "Perspectives économiques 2007-2012" peut être commandée, consultée et téléchargée via le site [www.plan.be](http://www.plan.be).

Pour plus d'informations:  
Francis Bossier, 02/507.74.43, [fb@plan.be](mailto:fb@plan.be)

## Principaux résultats macroéconomiques de la projection de référence

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyennes	
								2001	2007
<b>DEMANDE ET PRODUCTIDON</b> (euros chaînés, année de référence 2000) <sup>(*)</sup>									
- Dépenses de consommation finale privée <sup>a</sup>	2,4	2,0	1,5	1,7	1,8	1,8	1,8	1,3	1,8
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,9	2,3	2,7	1,9	2,0	1,8	1,8	1,6	2,1
- Formation brute de capital fixe	4,1	2,9	2,8	2,7	2,5	2,9	2,4	2,2	2,7
. Entreprises <sup>b</sup>	4,4	4,3	2,5	3,3	2,9	2,4	2,1	2,3	2,9
. Administrations publiques	0,6	-9,4	12,5	2,2	3,4	11,4	7,1	1,1	4,5
. Logements	4,7	3,6	0,8	1,2	0,9	1,3	1,3	2,6	1,5
- Variations de stocks <sup>c</sup>	0,9	-0,0	-0,0	0,0	-0,0	0,0	-0,0	0,1	-0,0
- Dépenses intérieures totales	3,1	2,2	2,0	1,9	1,9	2,0	1,9	1,6	2,0
- Exportations de biens et services	3,7	6,4	5,7	5,6	5,6	5,5	5,5	2,9	5,7
- Total des utilisations finales	3,4	4,2	3,8	3,7	3,7	3,8	3,7	2,2	3,8
- Importations de biens et services	3,8	6,4	5,7	5,6	5,5	5,6	5,6	2,8	5,7
- PIB	3,0	2,3	2,2	2,1	2,1	2,1	2,0	1,7	2,1
<b>PRIX ET TAUX D'INTERET<sup>(*)</sup></b>									
- Dépenses de consommation finale privée	2,3	1,8	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,1	1,9
- Indice santé	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
- Déflateur du PIB	1,8	2,2	2,0	1,9	1,9	1,9	2,0	2,0	2,0
- Taux d'intérêt à long terme (à 10 ans, niveau)									
. nominal	3,8	4,2	4,3	4,4	4,4	4,5	4,5	4,3	4,4
. réel	1,5	2,3	2,4	2,6	2,5	2,6	2,6	2,1	2,5
- Taux d'intérêt à court terme (à 3 mois, niveau)									
. nominal	2,9	3,8	3,9	3,8	3,7	3,7	3,7	2,8	3,8
. réel	0,7	2,0	2,0	2,0	1,9	1,8	1,8	0,6	1,9
<b>EMPLOI ET CHOMAGE</b>									
- Emploi total, en milliers	4256,3	4303,4	4343,7	4382,3	4419,5	4453,0	4482,6	4179,8	4397,4
. différence en milliers	44,1	47,1	40,2	38,6	37,2	33,5	29,6	27,5	37,7
. variation en %	1,0	1,1	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,9
- Chômage total, définition BFP, en milliers	695,4	678,1	665,7	657,2	643,8	629,4	615,7	674,8	648,3
. différence, en milliers	-15,0	-17,3	-12,4	-8,5	-13,4	-14,5	-13,7	16,0	-13,3
- Taux de chômage	13,9	13,5	13,2	12,9	12,6	12,3	12,0	13,8	12,7
- Demandeurs d'emploi, en milliers	579,2	569,6	564,6	557,6	547,4	531,4	515,7	537,2	547,7
. différence en milliers	-5,5	-9,6	-5,0	-7,0	-10,3	-16,0	-15,6	20,1	-10,6
- Productivité horaire (branches d'activité marchande) <sup>(*)</sup>	1,6	1,2	1,3	1,3	1,4	1,5	1,5	1,3	1,4
<b>REVENUS</b>									
- Taux de salaire horaire réel (branches d'activité marchande) <sup>(*)</sup>	0,0	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	1,6	0,5	1,2
- Coût salarial unitaire (branches d'activité marchande) <sup>(*)</sup>	0,8	1,1	1,2	1,8	2,1	2,0	2,1	1,3	1,7
- Revenu disponible réel des particuliers <sup>(*)</sup>	2,5	2,0	1,8	2,1	1,9	2,0	1,9	0,8	1,9
- Taux d'épargne des particuliers <sup>a</sup>	13,3	13,3	13,4	13,7	13,8	13,9	13,9	14,4	13,7
- Masse salariale en % du revenu national	49,9	49,5	49,3	49,4	49,6	49,8	49,9	50,8	49,6
- Taux de marge des entreprises <sup>d</sup>	29,9	31,2	31,7	31,9	31,9	31,9	31,9	27,9	31,7
- Taux de rentabilité brute du capital <sup>e</sup>	18,1	19,0	19,3	19,5	19,4	19,4	19,4	16,4	19,3



	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyennes	
								2001 2006	2007 2012
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>									
- Capacité(+) ou besoin de financement(-) de l'ensemble des administrations publiques									
. en milliards d'euros	0,4	0,2	-1,9	-1,1	-0,5	0,0	0,5	0,2	-0,5
. en % du PIB	0,1	0,1	-0,5	-0,3	-0,1	0,0	0,1	0,1	-0,1
- Dette publique totale									
. en % du PIB	87,5	83,8	81,0	78,2	75,3	72,4	69,5	97,0	76,7
<b>BALANCE EXTÉRIEURE</b>									
- Exportations nettes									
. en milliards d'euros	9,2	10,6	11,3	12,0	12,7	13,2	13,9	10,6	12,3
. en % du PIB	2,9	3,2	3,3	3,4	3,4	3,4	3,5	3,8	3,4
- Solde des opérations courantes									
. en milliards d'euros	7,5	8,9	9,6	10,5	11,1	11,7	12,3	10,3	10,7
. en % du PIB	2,4	2,7	2,8	3,0	3,0	3,0	3,1	3,7	2,9
<b>CROISSANCE DES BRANCHES D'ACTIVITÉ(*)</b>									
(valeurs ajoutées brutes aux prix de base en volume)									
- Industrie (total), dont	3,1	1,8	1,9	1,9	1,8	1,9	1,8	0,9	1,9
. Industries manufacturières	2,9	1,7	1,8	1,8	1,7	1,6	1,7	0,5	1,7
. Construction	4,9	2,6	2,7	2,5	2,4	2,9	2,4	1,9	2,6
- Services marchands, dont	3,3	2,7	2,5	2,4	2,4	2,4	2,2	2,3	2,5
. Transports et communication	4,5	2,9	2,8	2,8	2,7	2,7	2,8	2,5	2,8
. Autres services marchands	3,1	2,7	2,4	2,3	2,4	2,3	2,2	2,3	2,4
- Services non marchands	1,4	1,6	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5	0,9	1,5

a. Ménages + ISBL au service des ménages.

b. A l'exclusion des investissements de certaines entreprises publiques repris dans la formation brute de capital fixe des Administrations publiques.

c. Contribution à la variation du PIB.

d. Excédent brut d'exploitation en pour cent de la valeur ajoutée aux prix de base - secteur marchand hors agriculture.

e. Excédent brut d'exploitation en pour cent du stock de capital actualisé au coût de remplacement - secteur marchand hors agriculture.

(\*) Taux de croissance en %.

(\*\*) Ensemble des prélèvements fiscaux et parafiscaux rapportés au PIB.